




Hôtel de Ville  
59283 RAIMBEAUCOURT

Conseil Municipal  
Séance du 17 juin 2022  
Convocation du 10 juin 2022  
Séance ordinaire

Envoyé en préfecture le 22/06/2022  
Reçu en préfecture le 22/06/2022  
Affiché le   
ID : 059-215904897-20220622-202206224-DE

Membres en exercice : 27

Présents : 17 (jusqu'au point n°11) et 16 (à partir du point n°12)

Absents Excusés Représentés : 7 (jusqu'au point n°11) et 8 (à partir du point n°12)

Absent excusé : 1

Absents : 2

Étaient présents : M. Alain MENSION, Maire

Mrs. Mmes Karine SKOTAREK – David MORTREUX – Geneviève LECLERCQ – Cédric STICKER - Pascaline VITELLARO – Maria IULIANO (jusqu'au point n°11) – Bernard TRICOT – Michel COURTECUISSÉ – Marie-Louise LEMAIRE – Christian LEMAR – Céline CARNEAU – Anthony WATTEAU – Angélique GOGÉ – Aurélie PETIT – Angélique DHINNIN – Gaëtan GRARD .

Étaient absents excusés représentés : Mmes. Mrs Maria IULIANO (à partir du point n°12) représentée par Cédric STICKER – Régis SALLES représenté par David MORTREUX – Bernard HELLEBUYCK représenté par Karine SKOTAREK – Pascal KACZMARCZYK représenté par Bernard TRICOT – Maryline MARLIERE représentée par Pascaline VITELLARO – Salvatore BELLU représenté par Gaëtan GRARD – Stéphanie LEMAIRE représentée par Geneviève LECLERCQ – Clémence BARBIER représentée par Alain MENSION.

Étaient absents excusés : M. Christian LANGELIN.

Étaient absents : M. Patrick BURGEAT – Mme Kitty DUQUESNE.

**Objet : Personnel communal : mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) pour le groupe de fonction n°1 du cadre de l'emploi de rédacteur territorial.**

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré dans la fonction publique de l'Etat un nouveau régime indemnitaire applicable à l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 sauf exceptions.

Ce nouveau régime est transposable à la fonction publique territoriale sous réserve de respecter certains préalables :

- principe de libre administration des collectivités territoriales qui sont libres d'instituer ou non ce nouveau régime indemnitaire,
- principe de parité :
  - La collectivité fixe le régime indemnitaire dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,
  - Le régime indemnitaire fixé par la collectivité ne doit pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes.

Compte tenu de la nomination d'un agent au grade de rédacteur, pour le poste de directrice des affaires générales, il est nécessaire de prévoir la mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel pour le groupe de fonction n°1 de ce cadre d'emploi.

Il est précisé que :

- les collectivités ne peuvent délibérer que sur les cadres d'emplois existants au tableau effectifs,
- l'avis du comité technique paritaire intercommunal a été demandé.
- le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel est composé de deux parties :
  - o L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitare. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
  - o Le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Envoyé en préfecture le 22/06/2022

Reçu en préfecture le 22/06/2022

Atteinte le

ID : 059-215904897-20220622-202206224-DE

#### A - Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

##### Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitare. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Il est proposé ce qui suit :

##### A-1/ Les bénéficiaires :

→ Instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

##### A-2/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Cadre d'emplois	Groupes de fonction	Emplois	Envoyé en préfecture le 22/06/2022	Montant annuel
			Reçu en préfecture le 22/06/2022	
Rédacteurs territoriaux	1	Direction des affaires générales	Affiché le	17 480 €
			maxima – Non Logé	
			ID : 059-215904897-20220622-202206224-DE	

A-3/ Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

A-4/ Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire, de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les accidents de service, cette indemnité sera maintenue intégralement.

A-5/ Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

A-6/ Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

A-7/ La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**B- Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A)**

Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Il est proposé ce qui suit :

B-1/ Les bénéficiaires :

→ Instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

B-2/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Cadre d'emplois	Groupes de fonction	Emplois	Envoyé en préfecture le 22/06/2022
			Reçu en préfecture le 22/06/2022
Rédacteurs territoriaux	1	Direction des affaires générales	Affiché le Montant annuels
			ID : 059-215904897-20220622-202206224-DE
			2 380 €

**B-3/ Les modalités de maintien ou de suppression du complémentaire indemnitaire annuel (C.I.A.) :**  
 Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, :

- En cas de congé de maladie ordinaire, de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du complément indemnitaire annuel est suspendu.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les accidents de service, ce complément sera maintenu intégralement.

**B-4/ Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :**  
 Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**B-5/ Clause de revalorisation**  
 Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

**B-6/ La date d'effet :**  
 Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**C - Les règles de cumul du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P)**

L'I.F.S.E. et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.


Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.)
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),

- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- La prime de responsabilité versée au DGS,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des missions de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime spéciale d'installation,
- L'indemnité de changement de résidence
- L'indemnité de départ volontaire.

durée du travail (heures)  
 Envoyé en préfecture le 22/06/2022  
 Reçu en préfecture le 22/06/2022  
 Affiché le   
 CE 550 002 159 048 7-2021 062 8 2022 06224-DE

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

M. le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la mise en place du R.I.F.S.E.E.P. (IFSE + CIA) tel que présenté ci-dessus pour le groupe de fonction n°1 du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux.

Adopté à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

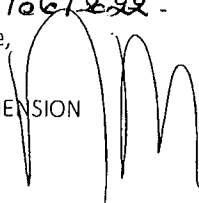
Le Maire,  
  
 Alain MENSION



Certifiée exécutoire compte tenu de sa transmission aux services de l'Etat via la télétransmission, et de sa publication au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Raimbeaucourt,  
 Le 22/06/2022 -  
 Le Maire,

Alain MENSION




Envoyé en préfecture le 22/06/2022

Reçu en préfecture le 22/06/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 059-215904897-20220622-202206224-DE